

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---












#### **Prestations de maintenance verte sur le territoire de la Direction Territoriale de Strasbourg**

---

Date et heure limites de réception des offres :  
Jeudi 5 mars 2026 à 12 h 00

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
**Direction Territoriale de Strasbourg**  
4 quai de Paris  
CS-30 367  
67010 STRASBOURG CEDEX

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Prestations de maintenance verte sur le territoire de la Direction Territoriale de Strasbourg
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	39
	<b>Délai de validité des offres</b>	300 jours
	<b>Forme de groupement</b> de	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Défini par lot
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot

## SOMMAIRE

<b>1 - Objet et étendue de la consultation</b>	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	6
1.6 - Renouvellement	8
<b>2 - Conditions de la consultation</b>	9
2.1 - Délai de validité des offres	9
2.2 - Forme juridique du groupement	9
2.3 - Variantes	9
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	9
2.5 - Contrats réservés	9
2.6 - Développement durable	10
2.7 – Clause sociale	10
<b>3 - Conditions relatives au contrat</b>	11
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	11
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	11
<b>4 - Contenu du dossier de consultation</b>	11
<b>5 - Présentation des candidatures et des offres</b>	11
5.1 - Documents à produire	11
5.2 - Visites sur site	13
<b>6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</b>	13
6.1 - Transmission électronique	13
6.2 - Transmission sous support papier	14
<b>7 - Examen des candidatures et des offres</b>	14
7.1 - Sélection des candidatures	14
7.2 - Déontologie	14
7.3 - Attribution des accords-cadres	14
7.4 - Suite à donner à la consultation	15
<b>8 - Renseignements complémentaires</b>	16
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	16
8.2 - Procédures de recours	16

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Prestations de maintenance verte sur le territoire de la Direction Territoriale de Strasbourg

Ce marché a pour objet de couvrir les prestations de maintenance verte de plusieurs types:

- Fauchage
- Débroussaillage
- Entretien courant
- Abattage
- Elagage
- Etc.

Ainsi que le transport, le traitement, la valorisation relatifs à ces prestations. Lieu(x) d'exécution :

Les différents lieux d'exécution sont mentionnés dans le dossier "Documents complémentaires" – "Atlas cartographique".

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 39 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Abattage et élagage Niffer
2	Abattage et élagage Lauterbourg Gambsheim
3	Abattage et élagage Gondrexange / Mittersheim
4	Abattage et élagage Lutzelbourg
5	Abattage et élagage Hochfelden
6	Abattage et élagage étangs réservoirs Lorrains
7	Abattage et élagage Sarreguemines Sarralbe
8	Abattage et élagage Wacken
9	Abattage et élagage Krafft Rhin
10	Abattage et élagage Krafft CRRBN

Lot(s)	Désignation
11	Abattage et élagage Neuf-Brisach
12	Abattage et élagage Dannemarie Valdieu
13	Abattage et élagage Bavilliers
14	Fauchage et débroussaillage Niffer
15	Fauchage et débroussaillage Lauterbourg Gumbsheim
16	Fauchage et débroussaillage Gondrexange / Mittersheim
17	Fauchage et débroussaillage Lutzelbourg
18	Fauchage et débroussaillage Hochfelden
19	Fauchage et débroussaillage étangs réservoirs Lorrains
20	Fauchage et débroussaillage Sarreguemines Sarralbe
21	Fauchage et débroussaillage Wacken
22	Fauchage et débroussaillage Krafft Rhin
23	Fauchage et débroussaillage Krafft CRRBN
24	Fauchage et débroussaillage Neuf-Brisach
25	Fauchage et débroussaillage Dannemarie Valdieu
26	Fauchage et débroussaillage Bavilliers
27	Prestations courantes Niffer
28	Prestations courantes Lauterbourg Gumbsheim
29	Prestations courantes Gondrexange / Mittersheim
30	Prestations courantes Lutzelbourg
31	Prestations courantes Hochfelden
32	Prestations courantes étangs réservoirs Lorrains
33	Prestations courantes Sarreguemines Sarralbe
34	Prestations courantes Krafft Rhin
35	Prestations courantes Krafft CRRBN
36	Prestations courantes Neuf-Brisach
37	Prestations courantes Dannemarie Valdieu
38	Prestations courantes Bavilliers
39	Prestations courantes Wacken

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Un même candidat pourra se voir attribuer un nombre maximal de 6 lots.

Si un candidat est classé premier pour un nombre de lots supérieur à ce nombre maximal, les modalités d'attribution des lots sont les suivantes : Les candidats qui soumettent des offres pour plus de 6 lots doivent remettre dans leur offre une annexe d'attribution par préférence.

Les candidats indiquent l'ordre de préférence d'attribution des lots dans "ordre de préférence d'attribution des lots". Cette annexe est remise au moment du dépôt de l'offre.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
77211500-7		Services d'élagage
77211400-6		Services d'abattage d'arbres
77310000-6		Réalisation et entretien d'espaces verts
Lot(s)	Code principal	Description
1	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
1	77211500-7	Services d'élagage
2	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
2	77211500-7	Services d'élagage
3	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
3	77211500-7	Services d'élagage
4	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
4	77211500-7	Services d'élagage
5	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
5	77211500-7	Services d'élagage
6	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
6	77211500-7	Services d'élagage
7	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
7	77211500-7	Services d'élagage
8	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
8	77211500-7	Services d'élagage
9	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
9	77211500-7	Services d'élagage

Lot(s)	Code principal	Description
10	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
10	77211500-7	Services d'élagage
11	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
11	77211500-7	Services d'élagage
12	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
12	77211500-7	Services d'élagage
13	77211400-6	Services d'abattage d'arbres
13	77211500-7	Services d'élagage
14	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
15	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
16	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
17	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
18	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
19	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
20	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
21	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
22	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
23	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
24	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
25	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts

Lot(s)	Code principal	Description
26	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
27	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
28	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
29	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
30	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
31	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
32	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
33	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
34	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
35	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
36	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
37	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
38	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
39	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts

### 1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.  
 Cette nouvelle consultation pourra être publiée au courant du dernier semestre de l'année 2029.



## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 300 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats peuvent faire une proposition pour la ou les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lots	Code	Libellé	Description
1 à 13	PSE1	Repêchage d'embâcles	Le prix de la PSE repêchage d'embâcles est au mètre cube et consiste à sortir des embâcles flottants du cours d'eau. Ce prix comprend uniquement le fait de sortir les embâcles de l'eau, depuis la terre ferme.
1 à 13	PSE2	Repêchage d'embâcles par voie d'eau	Le prix de la PSE repêchage d'embâcles par voie d'eau est au mètre cube et consiste à sortir des embâcles flottants du cours d'eau directement depuis un bateau. Cette prestation est notamment utilisée sur les biefs de rivière. Ce prix comprend uniquement le fait de sortir les embâcles de l'eau.
14 à 26	PSE3	Broyage mécanique	Cette PSE comprend les bois et végétaux issus des déchets verts générés par VNF et non ceux des prestations de ce marché.

### 2.5 - Contrats réservés

En vertu de l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique, les lots définis ci-dessous sont réservés aux entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail ou à des structures équivalentes, lorsque plus de 50% des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Lot(s)	Désignation
29	Prestations courantes Gondrexange / Mittersheim
30	Prestations courantes Lutzelbourg
36	Prestations courantes Neuf-Brisach

En vertu de l'article L. 2113-13 du Code de la commande publique, les lots définis ci-dessous sont réservés à des structures d'insertion par l'activité économique ou à des structures équivalentes, lorsque plus de 50% des travailleurs concernés sont des travailleurs défavorisés.

Lot(s)	Désignation
38	Prestations courantes Bavilliers

Un acheteur ne peut réserver un marché ou un même lot à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13-1 du Code de la commande publique et aux opérateurs économiques mentionnés au premier alinéa de l'article L. 2113-14 du même code et qui ne satisfont pas à ces mêmes conditions.

## **2.6 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## **2.7 – Clause sociale**

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

**Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion porté à l'acte d'engagement.**

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée est fixée au CCAP.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Un Bordereau des Prix Unitaires correspondant à chaque lot
- Un Détail Quantitatif Estimatif correspondant à chaque lot
- Annexe de préférence
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'acte d'engagement (AE)
- Un cadre de réponse type exigé dans la réponse de l'entreprise
- Une cartographie des lots représentant les limites du périmètre.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Une liste de références de prestations de nature et d'importance comparables à la présente consultation, réalisées au cours des 3 dernières années ou en cours d'exécution.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
L'annexe de classement de préférence d'attribution de lots lorsque le candidat présente une offre pour plus de 6 lots.	Non
Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le cadre de réponse fourni complété	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

L'absence de signature de l'Acte d'engagement ne rend pas l'offre irrégulière au stade du dépôt de l'offre. Il sera demandé uniquement à l'attributaire pressenti, le cas échéant, de présenter un acte d'engagement signé.

## 5.2 - Visites sur site

Les conditions de visites sont les suivantes :

Une visite sur site est facultative. En cas de besoin, des visites pourront être organisées. Dans ce cas, merci de bien vouloir prendre contact par le biais de l'onglet « Questions » de la consultation sur la plateforme Place (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination au plus tard à la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Voies Navigables de France  
Pôle Marchés Publics  
4 quai de Paris  
CS-30367  
67010 STRASBOURG CEDEX

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Il est souhaité que les entreprises répondent à l'offre avec des fichiers de type:

- .Excel pour les pièces financières
- .PDF ou .Word pour les documents administratifs et techniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

**ATTENTION** : Les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement remis dans leur offre, cependant celle-ci est facultative. Une signature scannée, l'absence de signature électronique ou de signature manuscrite scannée de l'acte d'engagement ou l'absence de fourniture des pouvoirs et/ou délégations de signature, ne rendent donc pas l'offre du candidat irrégulière. Le cas échéant, il sera demandé à l'attributaire au stade de l'attribution de signer l'acte d'engagement avec une signature électronique ou une signature manuscrite originale et de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.



**Il est précisé que l'Acte d'engagement ne doit pas être verrouillé lors de la signature électronique par le candidat.**

**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 7 - Examen des candidatures et des offres

## 7.1 - Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à l'examen des offres avant celle des candidatures.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 7.2 - Déontologie

En application de l'article L2141-10 du CCP, le pouvoir adjudicateur pourra exclure de la procédure tout opérateur qui par sa candidature, crée une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens

Afin de respecter le principe et prévenir le risque de conflit d'intérêts, le pouvoir adjudicateur procédera à des vérifications par comparaison des CV et références remis par les candidats avec les informations enregistrées dans les bases de données internes. Chaque candidat est invité à transmettre impérativement à l'appui du dossier de candidature, l'ensemble des documents suivants :

- Une déclaration d'absence de conflit d'intérêts (possibilité de proposer un modèle à compléter par le candidat dans le DCE) indiquant par exemple que les agents de l'équipe projet qu'il envisage, n'ont pas au cours des 3 dernières années (rayer les mentions inutiles):
  - travaillé à VNF DTS,
  - Participé pour le compte du maître d'ouvrage VNF DTS, à l'élaboration directement ou indirectement du présent marché,
  - ne détient aucune participation financière ou aucun intérêt personnel pour l'opération

Il a été vérifié au préalable du lancement de la procédure qu'aucun agent de VNF DTS participant à la procédure de passation (bureau de la commande publique et service prescripteur) du présent marché n'a de lien ou n'a travaillé dans des sociétés susceptibles de candidater au présent marché au cours de 3 dernières années ou n'a d'intérêt direct ou indirect.

## 7.3 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de Consultation n°: 2025-AC-maint vert

régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations évalué sur la base du DQE	60.0
2-Valeur technique évaluée au regard des informations transmises dans le mémoire technique	30.0
2.1- <i>Pertinence des moyens humains mesures de sécurité mises en œuvre pour l'exécution des prestations</i>	15.0
2.3- <i>Méthodologie proposée pour l'exécution des prestations</i>	15.0
3-Critère environnemental basé sur l'utilisation de matériaux, techniques, procédés respectueux de l'environnement	10.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 7.4 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Les documents demandés sont:

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat.
- Le cas échéant, le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ; Pour les certificats précités, le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son

pays d'origine ou d'établissement.

- Le cas échéant, une liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et précisant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D.8254-2 du code du travail).

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 8 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
31, avenue de la Paix – BP 51 038  
67 070 Strasbourg cedex  
Tél : 03 88 21 23 23

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
31, avenue de la Paix – BP 51 038  
67 070 Strasbourg cedex  
Tél : 03 88 21 23 23

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérécourse citoyens accessible par le site [www.telerecours.com](http://www.telerecours.com)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nancy

1, rue du préfet Claude Erignac  
54038 NANCY Cedex

Tél. : 03.83.34.25.65.

Fax : 03.83.34.22.24.

Mail: [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)